

Les subsides

Ce sont, évidemment, les revendications habituelles de l'opposition: de nouveaux programmes, de nouveaux encouragements, de nouvelles dépenses. Par contre, ces députés veulent réduire le budget, élaguer les services gouvernementaux, éliminer des taxes et des règlements et donner libre cours aux entreprises.

M. Shields: Et décimer les libéraux.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): C'est un luxe qu'on peut se permettre, je suppose, quand on est dans l'opposition. On peut jouer sur tous les tableaux. Le député de Mississauga-Sud a déclaré, comme certains de ses collègues encore présents à la Chambre, qu'il abandonnerait Massey-Ferguson et Chrysler. Leur position était cependant toute autre lorsqu'ils revenaient à la charge à la période de questions quand les difficultés de ces entreprises nous ont été révélées. Ils étaient constamment debout pour demander au gouvernement d'offrir des stimulants aux deux sociétés afin de sauvegarder des emplois. Maintenant que les emplois ont été sauvegardés, voilà qu'ils condamnent tous ces efforts.

M. Mazankowski: Qu'avez-vous fait des projets Alsands et Cold Lake?

M. Kempling: Dites-nous un mot de la Maislin.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): J'ai fait allusion à la Maislin dans mes observations. En ce qui me concerne, cette entreprise entre dans la même catégorie que Massey Ferguson, Chrysler et toutes les autres contre lesquelles vous élevez des objections. Les projets d'Alsands et de Cold Lake étaient du ressort du secteur privé, que je sache.

M. Shields: Oui!

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Rien n'a été fait, dit-on. Voyons un peu les faits, monsieur l'Orateur. L'histoire est longue, mais je ne m'étendrai pas sur les détails. Bien entendu, les députés de l'opposition ne croient pas non plus qu'il nous faille aider les régions sous-développées. D'après ce que nous avons entendu cet après-midi, il nous faut supposer que ces régions ne devraient bénéficier d'aucun stimulant fiscal. On ne devrait pas leur accorder de subventions. Pourtant, le député de Fundy Royal (M. Corbett) se plaint amèrement, en versant des larmes de crocodile, de la situation à Chatham où pas un seul emploi n'a été perdu à cause de l'initiative du gouvernement et où pas un seul emploi ne disparaîtra, j'y suis décidé. Pourtant, l'opposition ne veut pas de mesures incitatives dans ces régions.

Voyons quelques-unes des sommes dont le gouvernement a fait bénéficier diverses régions du pays. Je parle de sommes dépensées depuis 1980, et il ne s'agit que d'une liste partielle. Le centre-ville de Winnipeg, par exemple, a reçu 32 millions; le nord de l'Ontario, 10 millions; les Îles-de-la-Madeleine, 13.7 millions; le sud-est du Nouveau-Brunswick, 10 millions. Le gouvernement a dépensé 80 millions pour le Plan de développement de l'Île-du-Prince-Édouard, 3.2 millions pour l'aménagement du détroit de Canso, et 21 millions pour les travaux d'infrastructure de Sault-Sainte-Marie. Le nord du Manitoba a reçu 4.5 millions, et les côtes du Labrador, 47.3 millions. La liste n'en finit pas. Je m'arrête mais ceux que cela intéresse peuvent se la procurer. Je tiens cependant à parler quelques instants de la situation au Nouveau-Brunswick et notamment dans la circonscription de Northumberland-Miramichi. Au Nouveau-Brunswick, nous dépendons beaucoup des programmes d'encouragement établis par le gouvernement actuel et

payés par les contribuables canadiens pour mettre notre région en valeur. Nous avons le problème de Chatham, un bien grave problème en effet. Je répète qu'aucun emploi n'a encore été perdu.

M. McDermid: Pas encore.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Et aujourd'hui le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) a promis que l'on conserverait la piste d'atterrissage en état d'opération, de même que la section technique et de formation du troisième terrain d'aviation, et que l'on y conserverait en état l'infrastructure aussi longtemps qu'il le faudra avant d'y trouver d'autres usages. Il s'est engagé aussi à transférer à Chatham la Direction de la rémunération du ministère de la Défense nationale et quelque 350 emplois qu'elle assure et à y faire un investissement de 6 ou 7 millions de dollars.

C'est un bon début, mais ce n'est que l'amorce d'une solution. Il faut en trouver une qui soit définitive. J'ai répété à de multiples reprises qu'il y a quatre éléments auxquels on ne doit pas toucher: les avantages économiques, le niveau des emplois et l'infrastructure y compris la piste ainsi que les droits et les avantages acquis des employés civils. Ce n'est pas un mince engagement, de notre part, monsieur l'Orateur. Je suppose que si c'était à Toronto que ces emplois étaient supprimés, on aurait entendu des conservateurs de tout poil clamer à tue-tête que le gouvernement aurait dû accorder des stimulants pour empêcher que cela ne se produise. Et après coup, ils n'auraient pas manqué certes de revenir à la charge en clamant encore plus fort que le gouvernement aurait dû s'abstenir d'intervenir. Nous en avons eu un bel exemple dans la personne du député de Fundy Royal qui ne s'est jamais intéressé à la région de Miramichi jusqu'au jour où on a annoncé le maintien de l'escalier 416 à Chatham, ce qui tout à coup lui a fait verser des larmes de désespoir. Bon, cela n'a pas impressionné beaucoup de monde dans la région de Miramichi, et cela n'en impressionnera guère non plus.

M. Lewis: Ni vous non plus.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Au lieu de verser des larmes de crocodile, nous pensons à agir. Mais il faut régler les problèmes de ce genre, et ce n'est pas le secteur privé à lui seul qui va les résoudre. Car le secteur privé laissé à lui-même va faire exactement ce que les conservateurs en attendent: il va s'implanter dans les villes comme Edmonton, Toronto, Montréal, Calgary, Windsor et Halifax, et non dans les petites collectivités rurales s'il n'y a pas d'incitations gouvernementales, de subventions de développement. S'il y en a un ici qui puisse me convaincre que Mitel par exemple serait allée à Buctouche sans incitations de la part de l'État, je m'inclinerai. Mais en attendant, je soutiens que cela ne se serait jamais produit, que nous n'aurons jamais ce genre d'industrie ou de développement sur la Miramichi au Nouveau-Brunswick sans incitations et subventions du gouvernement, sans qu'on persuade les entreprises d'aller s'établir là où se trouve la main-d'œuvre. Les conservateurs, bien sûr, voudraient que nous amenions ces travailleurs dans leurs coins de pays, dans les grandes agglomérations urbaines, plutôt que de créer des emplois et des entreprises là où les gens se trouvent, là où ils ont grandi, là où ils veulent voir grandir leur famille.